



PREFECTURE DU RHÔNE
Direction départementale
des territoires

**COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DU PAYS MORNAITAIS**

Communes de Mornant, Saint-Laurent-d'Agny
et Beauvallon

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Portant sur la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme (PLU) des communes de Mornant, Saint-Laurent-d'Agny et Beauvallon en vue de l'extension de la zone d'activités économique des platères

Par arrêté préfectoral du 26 septembre 2019, dans les formes prescrites par les articles L 123-19 et L 123-21 du Code de l'Environnement, une enquête publique est ouverte sur demande du Président de la Communauté de Communes du Pays Mornaitais (COPAMO), autorité responsable de la déclaration de projet.

Cette enquête publique, d'une durée de 32 jours consécutifs, sera ouverte du **lundi 28 octobre 2019, 9h00, au samedi 30 novembre 2019, 12h00** inclus :

- à la COPAMO, siège de l'enquête, le Clos Fournereau, 50, avenue du Pays Mornaitais - 69440 Mornant, horaires d'ouverture les lundi, mercredi et jeudi de 9h00 à 12h00 et 13h30 à 17h30, le mardi de 13h30 à 17h30 et le vendredi de 9h00 à 16h30 ;
- en mairie de Mornant : place de la Mairie - 69440 Mornant, horaires d'ouverture le mardi 9h30-12h00 et 13h30-19h15, les mercredi, jeudi et vendredi 8h30-12h00 et 13h30-17h30 et le samedi 9h00-12h00 ;
- en mairie de Saint-Laurent-d'Agny : 28, route de Mornant - 69440 Saint-Laurent-d'Agny, horaires d'ouverture, les lundi, mardi, jeudi, vendredi 9h00-12h00 et 13h30-18h00 et les mercredi, samedi 9h00-12h00 ;
- en mairie de Beauvallon (Chassagny) 360, route de la Chaudane, Chassagny - 69700 Beauvallon horaires d'ouverture du lundi au jeudi et samedi 9h00-12h00 et le vendredi 14h30-16h30.

Le projet prévoit l'extension, de 21,7 hectares, de la zone d'activités économiques des Platères implantée sur les communes de Mornant, Saint-Laurent-d'Agny et Beauvallon (anciennement Chassagny). Il doit permettre de renforcer l'activité économique, par l'accueil d'entreprises, principalement de la filière agro-alimentaire, sur le territoire.

Le zonage des PLU des communes doit être adapté à la vocation future du site.

L'enquête publique porte à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité des documents d'urbanisme qui en est la conséquence.

Pendant la durée de l'enquête, le dossier d'enquête sera consultable :

- sur support papier, dans les lieux d'enquête aux jours et horaires habituels d'ouverture au public sauf fermeture ou modifications d'horaires exceptionnels ;
- sur internet, aux adresses suivantes :
<http://www.rhone.gouv.fr/Actualites/Consultations-et-enquetes-publiques-et/https://www.cc-paysmornaitais.fr>
- sur un poste informatique mis à disposition, au siège de la COPAMO, aux horaires d'ouverture au public.

Le public pourra formuler ses observations et propositions :

- directement auprès du Commissaire-Enquêteur au cours de ses permanences ;

- sur les registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le Commissaire-Enquêteur, déposés dans les lieux d'enquête ;
- par courrier adressé à l'attention de M. le Commissaire-Enquêteur, au siège de l'enquête, à la COPAMO, à l'adresse susmentionnée ;
- sur le registre dématérialisé disponible à l'adresse suivante :
<https://www.cc-paysmornaitais.fr>

- par courriel à l'adresse électronique suivante :

enquete@public.extensiondesplateieres@cc-paysmornaitais.fr.

Le dossier d'enquête publique comprend notamment la décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) Auvergne-Rhône-Alpes et une évaluation environnementale. Il intègre l'avis de l'autorité environnementale sur le dossier d'évaluation environnementale déposé par la COPAMO le 2 juillet 2019. Ces documents sont consultables sur le site internet dédié à l'enquête publique mentionné ci-dessus.

L'autorité responsable de la déclaration de projet, auprès de laquelle des informations peuvent être demandées, est le Président de la COPAMO. L'adresse électronique de la personne chargée du dossier est : d.nallon@cc-paysmornaitais.fr

Monsieur Serge Mornier, retraité - cadre de la fonction publique d'État, désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur, se tiendra à disposition du public pour recevoir ses observations :

- en mairie de Saint-Laurent-d'Agny, le lundi 28 octobre de 9h00 à 12h00
- en mairie de Mornant, le vendredi 8 novembre de 9h00 à 12h00
- en mairie de Beauvallon (Chassagny), le samedi 16 novembre de 9h00 à 12h00 ;
- au siège de la COPAMO, le mercredi 20 novembre de 14h00 à 17h00
- en mairie de Beauvallon (Chassagny), le samedi 30 novembre de 9h00 à 12h00.

Le rapport et les conclusions motivées établis par le Commissaire-Enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant une durée d'une année à compter de la date de clôture de l'enquête :

- à la Direction Départementale des territoires du Rhône, 165, rue Garibaldi - CS 33862 - 69401 Lyon Cedex 03
- aux mairies de Mornant, Saint-Laurent-d'Agny et Beauvallon (Chassagny).

Ils seront également disponibles sur le site internet des services de l'État dans le Rhône visé à l'article 5 ainsi que sur le site internet de la COPAMO <https://www.cc-paysmornaitais.fr>.

Au terme de cette enquête les décisions susceptibles d'intervenir sont :

- L'adoption de la déclaration de projet reconnaissant l'intérêt général du projet d'extension de la zone d'activités économiques des Platères sur le territoire des communes de Mornant, Saint-Laurent-d'Agny et Beauvallon, par délibération du conseil communautaire de la COPAMO, autorité responsable de la déclaration de projet ;

- La délibération du conseil municipal de la commune de Mornant approuvant la mise en compatibilité du PLU, ou à défaut, l'arrêté du Préfet du Rhône ;

- La délibération du conseil municipal de la commune de Saint-Laurent-d'Agny approuvant la mise en compatibilité du PLU, ou à défaut, l'arrêté du Préfet du Rhône ;

- La délibération du conseil municipal de la commune de Beauvallon approuvant la mise en compatibilité du PLU, ou à défaut, l'arrêté du Préfet du Rhône.

Le directeur, Jacques BANDERIER

172192700

Avis au public



Préfecture du Rhône

Direction des affaires juridiques et de l'administration locale

Communauté de communes du Pays de l'Ozon

AVIS AU PUBLIC

Projet de création d'une voie de liaison entre la rue des Verchères, la rue de la Grande Borne et la rue de Ternay sur le territoire de la commune de Sérézin-du-Rhône

Par arrêté préfectoral n°E-2019-344 du 11 septembre 2019, le projet ci-dessus visé est soumis à une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et à une enquête parcellaire dans les formes déterminées par le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Un dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ainsi que le registre d'enquête à feuillets non mobiles cotés et paraphés par le Commissaire-Enquêteur sont déposés en mairie de Sérézin-du-Rhône pendant 33 jours consécutifs du **lundi 7 octobre 2019 au vendredi 8 novembre 2019** afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture au public de la Mairie, consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser par écrit en mairie au commissaire-Enquêteur, lequel les annexera au registre d'enquête.

Un dossier et un registre d'enquête parcellaire ouvert, coté et paraphé par le Maire sont également déposés en mairie de Sérézin-du-Rhône afin que chacun puisse en prendre connaissance dans les conditions précitées ci-dessus et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser par écrit au Maire qui les joindra au registre d'enquête ou au Commissaire-Enquêteur en mairie.

Le Commissaire-Enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations en mairie de Sérézin-du-Rhône comme suit :

- le **mardi 8 octobre de 9h30 à 12h00 ;**
- le **lundi 21 octobre de 14h00 à 16h00 ;**

le vendredi 8 novembre de 14h00 à 17h00.

Monsieur Gilles MATHIEUX - Retraité - Ingénieur en chef territorial hors classe honoraire, est désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Lyon.

Le Commissaire-Enquêteur procédera à l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et à l'enquête parcellaire.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture des enquêtes, le Commissaire-Enquêteur remettra au Préfet un rapport et ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou non à l'opération et rédigera également le procès-verbal de l'opération et son avis sur l'emprise des ouvrages projetés dans le cadre de l'enquête parcellaire.

Le public pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions du Commissaire-Enquêteur en mairie de Sérézin-du-Rhône, ainsi qu'à la Préfecture du Rhône (direction des affaires juridiques et de l'administration locale - bureau de l'urbanisme et de l'utilité publique), pendant le délai d'un an à compter de la clôture des enquêtes. Ces documents seront tenus à la disposition du public sur le site Internet suivant : www.rhone.gouv.fr.

Le Préfet du Rhône est l'autorité compétente pour prendre la décision déclarant d'utilité publique le projet et pour déterminer, par arrêté de cessibilité, la liste des parcelles ou des droits réels immobiliers à exproprier.

Dans le cadre de la procédure de fixation des indemnités d'expropriation, les personnes intéressées, autres que le propriétaire, l'usufruitier, les fermiers, les locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes sont tenues de se faire connaître à l'expropriation dans un délai d'un mois à partir de la date de publication et d'affichage de cet avis, à défaut de quoi, elles seront déchues de tous droits à indemnité.

Les immeubles concernés sont situés sur le territoire de la Commune de Sérézin-du-Rhône et figurent sur l'état parcellaire déposé dans cette Commune.

Le Préfet, Pour le Préfet, Catherine MERIC

La Directrice des Affaires juridiques et de l'administration locale

168620500

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LYON

Redressement judiciaire

2019RJ0961 - Par jugement du 01/10/2019, le Tribunal de Commerce de Lyon a ouvert le redressement judiciaire de la société :

UNIFACE

814 765 723 RCS Lyon - SAS - Ravalement de façades - 19, rue Etienne Dolet - 69003 Lyon- Administrateur : Maître MEYNET Robert-Louis, 128, rue Pierre Cornille - 69003 Lyon, avec pour mission : assister le débiteur dans tous les actes concernant la gestion - mandataire judiciaire : la Salarl MJ SYNERGIE-Mandataires judiciaires représentée par M^{re} Bruno WALCZAK ou M^{re} Michael ELANCY, 136, Cours Lafayette CS 33434 69441 Lyon Cedex 03 auquel les créanciers ont à déclarer leurs créances dans les deux mois de la publication du jugement au BODACC - Date de cessation des paiements le 10/09/2019.

172698900

2019RJ0967 - Par jugement du 03/10/2019, le tribunal de commerce de Lyon a ouvert le redressement judiciaire de la société :

SOCIÉTÉ D'USINAGE AUTOMATIQUE ANJAC

788 395 432 RCS Lyon - SAS - Exploitation de mécanique générale chemin de Chapoly - 69230 Saint-Genis-Laval - Administrateur : La SELARL AJ UP représentée par Maître Olivier BUISINE ou Maître Eric ETIENNE-MARTIN, administrateurs judiciaires 107, rue Servient - 69003 Lyon, avec pour mission : assister le débiteur dans tous les actes concernant la gestion - Mandataire judiciaire : La Salarl ALLIANCE MJ représentée par Maître Marie DUBOIS, 32, rue Mollière - 69006 Lyon auquel les créanciers ont à déclarer leurs créances dans les deux mois de la publication du jugement au BODACC - Date de cessation des paiements le 27/09/2019.

172694800

2019RJ0968 - Par jugement du 03/10/2019, le tribunal de commerce de Lyon a ouvert le redressement judiciaire de la société :

ASM AMBULANCE

802 936 476 RCS Lyon - SARL - Le transport sanitaire - 2, chemin du Géhle - 69200 Venissieux - Administrateur : La Salarl BCM représentée par Maître Eric BAULLAND ou Maître Alain NIOGRET 40, rue de Bonnel 69003 Lyon, avec pour mission : assister le débiteur dans tous les actes concernant la gestion - Mandataire judiciaire : La SELARL JEROME ALLAIS représentée par Maître Jérôme ALLAIS 90, rue Paul Bert - 69003 Lyon auquel les créanciers ont à déclarer leurs créances dans les deux mois de la publication du jugement au BODACC - Date de cessation des paiements le 17/09/2019.

172695400

Liquidation judiciaire

2019RJ0962 - Par jugement du 01/10/2019, le Tribunal de Commerce de Lyon a ouvert la procédure de liquidation judiciaire avec poursuite d'activité de la société :

DEVCO

521 031 922 RCS Lyon - SAS - 67 bis, rue des Contamines - 69270 Rochetaillière-sur-Saône - Transformation et façonnage de métaux ferreux et non ferreux - Administrateur judiciaire Monsieur MEYNET Robert-Louis, 128, rue Pierre Cornille 69003 Lyon, avec pour mission : assister le débiteur dans tous les actes concernant la gestion. Liquidateur judiciaire : La SELARL JEROME ALLAIS représentée par Maître Jérôme ALLAIS 90, rue Paul Bert - 69003 Lyon auquel les créanciers ont à déclarer leurs créances dans les deux mois suivant la publication au Bodacc du présent jugement - Date de cessation des paiements le 01/09/2019.

172695800

2019RJ0949 - Par jugement du 01/10/2019, le Tribunal de Commerce de Lyon a ouvert la procédure de liquidation judiciaire de :

Monsieur IVO DE CARVALHO CARVALHO COELHO IVO CLAUDIO

non inscrit au RCS Lyon - 70, rue du Grisard - 69800 Saint-Priest nettoyage intérieur de bâtiment liquidateur judiciaire : La Salarl ALLIANCE MJ représentée par Maître Marie DUBOIS, 32, rue Mollière - 69006 Lyon auquel les créanciers ont à déclarer leurs créances dans les deux mois suivants la publication au Bodacc du présent jugement - Date de cessation des paiements le 01/04/2018.

172696100

2019RJ0964 - Par jugement du 03/10/2019, le Tribunal de Commerce de Lyon a ouvert la procédure de liquidation judiciaire de

Monsieur DOGAN Kazim

529 801 300 RM 69 - 17, place Marechal Lyautey - 69006 Lyon - Travaux d'installation d'eau et de gaz - Liquidateur judiciaire : La SELARL JEROME ALLAIS représentée par Maître Jérôme ALLAIS 90, rue Paul Bert - 69003 Lyon auquel les créanciers ont à déclarer leurs créances dans les deux mois suivant la publication au Bodacc du présent jugement Date de cessation des paiements le 03/04/2018.

172696700

2019RJ0944 - Par jugement du 01/10/2019, le Tribunal de Commerce de Lyon a ouvert la procédure de liquidation judiciaire de la société :

STE I.M.D

834 399 057 RCS Lyon - SAS 49, rue de Verdun - 69100 Villeurbanne Démolition - liquidateur judiciaire : La Salarl ALLIANCE MJ représentée par Maître Marie DUBOIS, 32, rue Mollière - 69006 Lyon, auquel les créanciers ont à déclarer leurs créances dans les deux mois suivant la publication au Bodacc du présent jugement - Date de cessation des paiements le 23/04/2019.

172697300

2019RJ0945 - Par jugement du 01/10/2019, le Tribunal de Commerce de Lyon a ouvert la procédure de liquidation judiciaire de la société :

ADVESIO PATRIMOINE CONSEIL LYON

800 725 681 RCS Lyon - SAS 22, rue de la Viabert - 69008 Lyon - Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion, transaction sur immeubles et fonds de commerce - Liquidateur judiciaire : la Salarl MJ SYNERGIE Mandataires judiciaires représentée par M^{re} Bruno WALCZAK ou M^{re} Michael ELANCY, 136, Cours Lafayette CS 33434 69441 Lyon Cedex 03 auquel les créanciers ont à déclarer leurs créances dans les deux mois suivant la publication au Bodacc du présent jugement. Date de cessation des paiements le 31/08/2018.

172698100